

Neutralité de l'internet et des réseaux (2010)

Le rapport publié par l'ARCEP en 2010 présente une analyse approfondie des enjeux liés à la neutralité de l'internet, concept central pour garantir un réseau ouvert, innovant et accessible à tous. À la suite d'auditions et de consultations, l'ARCEP formule plusieurs recommandations destinées à encadrer les pratiques des acteurs de l'écosystème numérique.

1. Contexte général et enjeux

L'importance économique et sociétale de l'internet

L'internet est devenu une infrastructure critique, support d'échanges sociaux, économiques et culturels.

Le secteur des technologies de l'information représente déjà 7 % du PIB mondial et pourrait atteindre 20 % à moyen terme.

L'internet est considéré comme :

- un bien collectif stratégique,
- une plateforme d'échanges libres,
- un vecteur d'innovation (applications, services, commerce, communication).

Évolution des usages

La montée des usages intensifs (streaming, cloud, jeux en ligne, P2P...) modifie la structure du trafic et pousse les opérateurs à adapter la gestion des réseaux.

En parallèle, les utilisateurs deviennent à la fois :

- consommateurs de contenus,
- producteurs (blogs, réseaux sociaux, vidéos),
- intermédiaires (partage, commentaires, création de services).

Tensions entre acteurs

Les intérêts sont parfois divergents entre :

- opérateurs télécoms (FAI),
- prestataires de services (PSI : moteurs de recherche, plateformes, sites),
- fabricants de terminaux,
- pouvoirs publics,
- utilisateurs.

Cela rend nécessaire une clarification des responsabilités et une régulation adaptée.

2. Définition et portée de la neutralité de l'internet

Origine de la notion

Le terme « net neutrality », popularisé par Tim Wu, désigne le principe selon lequel un réseau doit :

- traiter tous les contenus de manière égale,
- ne pas discriminer les flux en fonction du contenu, du service ou de l'émetteur.

Les deux exigences fondamentales

1. **Non-ingérence** : les opérateurs ne doivent pas restreindre ou bloquer les usages, sauf motifs légaux.
2. **Équivalence de traitement** : des flux similaires doivent être traités de manière équivalente, sans priorité injustifiée.

Pourquoi c'est important ?

La neutralité :

- garantit la liberté d'expression,
- favorise l'innovation ouverte (chacun peut lancer un service sans demander d'autorisation),
- maintient une concurrence loyale,
- évite des dérives comme des « péages numériques ».

3. Problèmes et pratiques préoccupantes identifiées par l'ARCEP

Le rapport recense plusieurs catégories de dérives :

Chez les opérateurs (FAI fixes et mobiles)

- ralentissement du trafic (throttling),
- blocages de ports,
- priorité donnée à certains services commerciaux,
- bridage du streaming ou de la VoIP,
- options payantes garantissant un "accès privilégié".

Chez les prestataires de services (PSI)

- restrictions géographiques de contenus,
- exclusivités (ex : contenus réservés à certaines plateformes),
- algorithmes de classement opaques,
- verrouillage de l'accès à certains services.

Chez les fabricants de terminaux

- environnements applicatifs fermés (App Store),
- interdiction de certaines applications concurrentes,
- suppression à distance de contenus sur des liseuses ou smartphones.

Chez les pouvoirs publics

Certaines mesures législatives peuvent introduire des exceptions à la neutralité, par exemple :

- lutte contre contenus illégaux (pédopornographie, terrorisme),
 - protection des droits d'auteur,
 - respect de la propriété intellectuelle.
-

4. Le rôle et les responsabilités des pouvoirs publics

L'ARCEP insiste sur la nécessité pour les pouvoirs publics de :

- définir clairement les règles du jeu de l'écosystème,
- garantir leur application effective,
- surveiller l'équilibre entre sécurité, liberté et innovation,
- clarifier les responsabilités respectives des acteurs.

Le régulateur se positionne comme arbitre entre :

- liberté d'expression,
 - concurrence,
 - qualité de service,
 - protection des droits fondamentaux.
-

5. Les 10 propositions de l'ARCEP en détail

1. Liberté et qualité d'accès

Les FAI doivent :

- permettre d'envoyer/recevoir tous types de contenus,
- autoriser toutes les applications légales,
- permettre l'usage de tous les terminaux,
- fournir une qualité de service claire et suffisante.

2. Non-discrimination des flux

Il doit être interdit de favoriser certains contenus, services ou terminaux via :

- blocages,
- ralentissements,
- priorisations injustifiées.

3. Encadrement strict de la gestion du trafic

Une gestion du trafic est possible, mais uniquement si elle respecte :

- pertinence,
- proportionnalité,
- transparence,
- efficacité,
- absence de discrimination entre acteurs.

4. Services gérés

Les opérateurs peuvent proposer des services spécialisés (ex : IPTV), à condition de :

- ne pas dégrader l'accès à l'internet,
- ne pas fausser la concurrence.

5 à 8. Transparence et surveillance

- Fournir aux utilisateurs des informations claires sur la qualité réelle de leur accès.
- Suivre les pratiques de gestion du trafic.
- Suivre la qualité de service sur le long terme.
- Analyser l'état du marché de l'interconnexion (peering, transit).

9. Rôle des PSI

Les prestataires de services doivent :

- éviter toute discrimination entre opérateurs,
- être transparents sur leurs algorithmes (classement, filtrage).

10. Neutralité des terminaux

Encourager :

- l'interopérabilité,
 - l'ouverture logicielle,
 - la possibilité d'installer librement applications et services.
-

6. La dimension internationale

L'ARCEP souligne :

- la fragmentation croissante de l'internet par pays,
- l'importance d'une gouvernance mondiale équitable,
- la nécessité d'harmoniser les régulations en Europe,
- le rôle problématique d'organismes dominés par certains pays (ex : ICANN),
- les risques de censures étatiques sous prétexte de "souveraineté numérique".

La France est encouragée à :

- renforcer sa présence dans les instances internationales,
 - promouvoir un modèle d'internet ouvert,
 - défendre les libertés fondamentales en ligne.
-

7. Conclusion générale

La neutralité de l'internet est définie comme un pilier essentiel pour :

- la liberté d'expression,
- la créativité et l'innovation,
- la concurrence équitable,
- le développement des réseaux du futur.

Les propositions de l'ARCEP constituent une base de travail structurante, destinée :

- à encadrer les pratiques des acteurs,
- à garantir un accès libre et de qualité pour les utilisateurs,
- à préserver la dynamique d'innovation,
- à renforcer la gouvernance mondiale de l'internet.